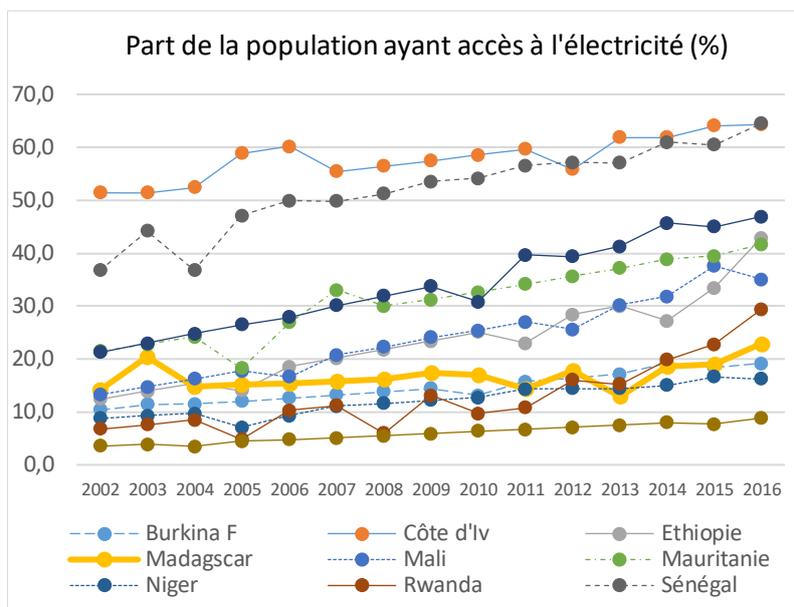




1. L'accès à l'électricité à Madagascar



Parmi les pays les plus pauvres, Madagascar est l'un de ceux qui ont le moins progressé en matière d'électrification. Entre 2002 et 2016, la population ayant l'accès à l'électricité, par un réseau, est passée de 14% à 23%, alors qu'au Mali, par exemple, elle est passée de 13 à 35%.

Plus de trois malgaches sur quatre sont aujourd'hui hors réseaux (off-grid).

2. Madagascar vu depuis l'international

Madagascar, l'un des pays les plus pauvres du monde, est aussi l'un des plus exposés aux effets du réchauffement climatique

La Grande Ile semble actuellement déjà subir les changements climatiques avec violence. Les cyclones plus puissants, les inondations plus fortes, la sécheresse, et la dégradation des terres cultivables s'accroissent.

Avec 2800 heures d'ensoleillement moyen par an, Madagascar dispose pourtant d'un gisement solaire considérable. Mais aujourd'hui, avec seulement 570 MW installés (60% thermique, 40% hydraulique), mais disponibles seulement 60% du temps, en raison d'un entretien insuffisant, la société nationale JIRAMA n'a pu raccorder, dans des conditions précaires, que 15% de la population. Des réseaux privés, le plus souvent autour de générateurs diesel, donnent un accès à 8% supplémentaires.

Ces situations socio-économique et géographique font de Madagascar l'un des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique. L'État, qui peine à s'affirmer, se trouve dans l'incapacité d'y faire face selon l'Observatoire de la vie publique (Sefafi). Et les initiatives du secteur privé, même avec l'aide des bailleurs internationaux, sont aussi très insuffisantes.



Selon le PNUD, Madagascar est le 3ème pays au monde le plus vulnérable aux changements climatiques et par conséquent très exposé aux cyclones, à la sécheresse et aux inondations. Par ailleurs, les aires protégées marines et terrestres constituent seulement 2% du territoire.



L'objectif du PNUD est de réduire la vulnérabilité et protéger les ressources environnementales, d'encourager la transition vers un développement durable en évitant des dommages irréversibles à l'environnement et dans lequel la croissance bénéficierait à tous, dont les groupes pauvres et marginalisés.

Selon le WWF, aujourd'hui, le patrimoine naturel unique de l'île est en péril. En effet, le niveau de pauvreté contraint les habitants à une utilisation irrationnelle des ressources naturelles. Dans les campagnes, seulement 4,7% de la population a accès à l'électricité. Pour couvrir leurs besoins quotidiens en énergie, la majeure partie des malagasy dépendent du pétrole lampant, des bougies, des batteries, des générateurs diesel et du bois de feu, autrement dit, de sources d'énergie fossiles non durables. Chaque année, 36 000 hectares de forêt naturelle disparaissent, un phénomène que vient aggraver la croissance démographique.



3. Les objectifs du gouvernement Malgache

Lors de la COP21, en 2015, Madagascar a présenté le projet ambitieux de 14% de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020, et pour y parvenir, le gouvernement tablait sur l'aide internationale. Celle-ci n'a pas été à la hauteur des espérances du pays.

Le Gouvernement a également formulé un objectif de l'accès à l'énergie pour 70% des ménages d'ici 2030, essentiellement grâce à l'énergie solaire et hydraulique.

Lors de la COP25 (novembre 2019), les représentants de Madagascar espéraient s'appuyer sur le « marché » des échanges d'émissions de CO2 puisque ce dernier devait permettre aux pays « petits pollueurs » de revendre des quotas aux pays « gros pollueurs ». Mais ce sont davantage les « petits pollueurs » qui se sont engagés à réviser leurs engagements d'ici à fin 2020. Ces 68 pays représentent moins de 10% des émissions mondiales de GES. Pas d'avancée notable non plus sur l'aide attendue des pays industrialisés en matière d'adaptation aux changements climatiques.

Les parties se sont séparées sans grand résultat.

2019 : La Conférence des jeunes de l'Océan indien

Les jeunes Malgaches ont profité de la tenue, du 22 au 24 novembre 2019, de la 15^{ème} Conférence des Jeunes de l'Océan Indien sur le climat à Antananarivo, la capitale de Madagascar, pour évoquer des solutions face aux effets du changement climatique dans leurs régions.

--	--	--